

Immigration: le faux «modèle grec» de Darmanin

Par **MARIA MALAGARDIS**
Journaliste au service Monde

Lundi, de retour d'une virée dominicale sur l'île grecque de Samos, Gérard Darmanin a vanté «le modèle grec» de contrôle des frontières. La veille, il avait cru pouvoir admirer cette merveille: un nouveau camp ultra-sécurisé, entouré de miradors et de barbelés, planté au milieu de nulle part sur cette île grecque qui fait face à la Turquie. Un cauchemar orwellien en réalité. L'idée, c'est d'y enfermer désormais les candidats à l'asile qui atteignent les rivages de l'Europe. D'ailleurs, le «modèle» de ce camp, isolé et bien gardé, est appelé à se reproduire, grâce aux millions d'euros offerts par Bruxelles, dans d'autres îles grecques situées sur cette nouvelle ligne de front qui sépare l'Occident et l'Orient. Lundi, le ministre français de l'Intérieur s'en est félicité. Appelant les autres pays du sud de l'Europe «à faire comme la Grèce», pour «protéger les frontières extérieures de l'UE». Sont-elles réellement «menacées», ces frontières? Alors que 84% des réfugiés à travers le monde vivent dans des pays en voie de développement et que les arrivées en Grèce en 2020 ont chuté de 85% par rapport à l'année précédente? Encore faut-il savoir pourquoi les flux s'y sont soudain taris. En évoquant le «modèle grec», Darmanin feint ainsi d'ignorer le scandale des «pushback»: cette tactique qui consiste à refouler manu militari les candidats à l'asile, ainsi privés du droit élémentaire de justifier leur désir d'exil. En Grèce, ces opérations musclées auraient concerné en 2020 au moins 17 500 personnes, renvoyées sur des radeaux vers la Turquie. Souvent après avoir été battues et dépouillées de leurs biens. C'est abject et illégal. Voilà pour la face obscure du «modèle grec», qui pourrait faire passer pour des privilégiés les pensionnaires du nouveau camp de Zervou, à Samos. Certes, auparavant, les conditions de vie étaient devenues terribles sur ces îles où l'attente des régularisations prenait parfois des années. Une situation d'autant plus explosive que les populations locales ne supportaient plus d'être confrontés à ces îlots insalubres et surpeuplés. «Pushback» et camps fermés à l'abri des regards constituent donc la nouvelle doctrine. Même si le prix à payer, pour la Grèce comme pour les autres pays du sud de l'Europe, revient à trahir la mémoire de leurs aînés, contraints autrefois eux aussi de fuir la guerre et la misère. Mais les propos de Darmanin ne sont pas seulement le symbole d'un reniement honteux des valeurs fondatrices de l'Europe. Ils révèlent un aveuglement risible. Dans ce camp, construit pour un coût de 43 millions d'euros, les conteneurs semblent flambant neufs? Ils sont déjà inondés «à la moindre douche ou chasse d'eau tirée», explique un habitué des lieux. On s'y entasse à huit ou dix, dans un vide existentiel périlleux. La nourriture se résume à des barquettes souvent périmées ou encore congelées alors que ni casseroles ni micro-ondes n'ont été prévus pour l'instant. Dimanche, alors que Darmanin visitait le camp de Samos, un homme appelait à humaniser la politique migratoire de l'Europe. Abdulrazak Gurnah a connu la vie de réfugié. Venu de Tanzanie, il a été confronté à l'hostilité d'une bureaucratie inhumaine avant d'être finalement accepté en Grande-Bretagne et de devenir écrivain. Il vient d'obtenir le Nobel de littérature. Il est là, le vrai «modèle» européen. Celui qui peut nous rendre tous fiers de montrer au monde, la richesse créatrice de notre continent. ◆



Lors de l'allocation d'Emmanuel Macron du 12 juillet.
PHOTO DENIS ALLARD

Ci-gît le «revenu d'engagement»

Par **LILIAN ALEMAGNA**
Chef du service Politique

C'était la seule annonce sociale de sa grandiloquente allocution du 12 juillet depuis le Champ-de-Mars: «Je présenterai à la rentrée le revenu d'engagement pour les jeunes, qui concernera les jeunes sans emploi ou formation et sera fondé sur une logique de devoirs et de droits», promettait Emmanuel Macron dans ce discours destiné à accélérer la vaccination en rendant le pass sanitaire obligatoire dans certains lieux publics. La Toussaint pointe son nez et toujours pas de trace de la moindre «présentation» de ce que compte encore d'aile gauche la macronie sur cette «mesure sociale de cette fin du quinquennat». Quand on demande dans les ministères «quand» cette annonce pourrait être faite, on nous répond «bientôt».

Ou bien: «Le travail est encore en cours.» Ou encore: «C'est en cours d'arbitrage.» Cette aide de 500 euros pour des jeunes en difficulté financière et d'insertion, ouverte à davantage de personnes de moins de 25 ans que l'actuelle garantie jeunes, ne verra – sauf surprise – jamais le jour. Même au ministère du Travail, on sort le parapluie en expliquant désormais n'avoir «jamais utilisé» ce terme. Au printemps pourtant, en pleine crise sanitaire, l'Élysée cherchait à calibrer un dispositif pour parler à son hémisphère gauche – CFDT comprise – qui réclamait alors un «RSA jeunes» pour lutter contre la précarité et, en même temps, ne pas offrir à la droite un angle d'attaque sur «l'assistanat» en rappelant leurs «devoirs» aux futurs allocataires. «Si demain il annonce 1 million de jeunes à la garantie jeunes, ce n'est pas rien», nous disait-on alors.

Entre-temps, la vaccination a permis la reprise de l'économie, la croissance est revenue, le chômage est en reflux, la main-d'œuvre manque dans certains secteurs et l'habitus de droite a regagné les rangs des principaux responsables de la majorité. «Ce n'est pas au moment où on manque de serveurs ou de personnes sur les chantiers qu'il faut laisser penser qu'on va filer 500 euros aux jeunes», balance un haut gradé du Parlement pour qui ce «revenu d'engagement a été mal présenté donc mal perçu». Et leur camarade Edouard Philippe n'a pas aidé fin septembre dans son interview à *Challenges*: «Distribuer un revenu pour les jeunes en prenant le risque de désinciter à l'entrée sur le marché du travail me paraît [...] contestable». Un clou supplémentaire dans le cerceuil d'un dispositif porté par l'aile gauche de la macronie et dézingué en quelques mois par Bercy – pour qui ça coûterait trop cher – et les anciens LR de cette majorité, preuve supplémentaire de leur poids politique bien supérieur à celui des ex-socialistes. Avec de tels arguments, Michel Rocard n'aurait jamais fait le Revenu minimum d'insertion (RMI), ancêtre de l'actuel RSA. Au gouvernement, on dit les choses de façon plus pollicée: «Il y a une très forte reprise de l'économie. Dans ce contexte, on doit s'assurer que tout le monde peut en bénéficier», explique-t-on au ministère du Travail où l'on insiste désormais sur l'«accélération des programmes pour aller chercher les jeunes et les ramener dans l'emploi via des sas préatlabes». On reste sur de l'existant – dont la garantie jeunes – et on ne donne plus aucun objectif chiffré. Tant pis pour les jeunes en grande précarité et le symbole d'une mesure sociale de fin de quinquennat. Pour Emmanuel Macron, ce n'est apparemment pas sur ce terrain-là que se jouera en avril sa réélection. ◆

Au Pays-Bas, encaisser la solitude

Par **KATIA DANSOKO TOURE**
Journaliste au service Modes de vie

Pour rompre l'isolement des personnes âgées, une chaîne de supermarchés néerlandaise, Jumbo, va prochainement installer 200 «caisses de bavardage» au sein de ses établissements. Leur principe: le client pourra prendre le temps de poser ses denrées sur le tapis roulant tout en tapant la discussion, à sa guise, avec la personne derrière la caisse. Alors, l'initiative peut surprendre voire affliger: en est-on vraiment arrivé là, à devoir mettre en place un dispositif pour permettre le contact humain et un papotage minimal? Mais on peut aussi y voir une énième déclinaison du *care* pragmatique typique des pays nordiques. Parce que, c'est une réalité, parfois le senior prend le temps de gentiment

converser avec son hôtesse ou hôte de caisse, et derrière, dans la file d'attente, ça piaffe d'impatience, ça lève les yeux au ciel. Clash entre les rythmes de vie et les besoins en chaleur humaine, aussi fugace soit-elle. Et les caisses automatiques accélératrices d'achats (et de suppressions de postes de préposés) vont dans le sens d'une désincarnation du commerce. Aux Pays-Bas, un tiers des personnes de plus de 75 ans souffrent de solitude selon une étude du Bureau central de la statistique néerlandaise. La France n'est pas mieux lotie: un récent baromètre de l'association les Petits Frères des pauvres montre que 2 millions de personnes âgées sont «isolées des cercles familiaux et amicaux», et 530 000 «en situation de mort sociale», dépourvues de tout cercle de sociabilité. Alors, oui, pourquoi ne pas en faire des caisses? ◆